

sur les marchés extérieurs. Ceci sera d'autant plus vrai dans le futur, si l'industrie canadienne s'ajuste pour renforcer sa compétitivité en réponse au libre-échange.

La capacité de répondre aux changements externes fait, dans une grande mesure, partie de la culture corporative canadienne. Les entreprises canadiennes de taille moyenne prospèrent dans ce milieu et ont pris de l'essor aux États-Unis et sur d'autres marchés. De plus, les entrepreneurs canadiens ont l'expérience des mandats de production à l'échelle mondiale donnés par leur siège international. Enfin, la proportion relativement élevée d'immigrants et d'enfants d'émigrants européens dans la population canadienne constitue, avec l'héritage biculturel, une force qui pourrait aider les entreprises canadiennes à percer en Europe. Néanmoins, la capacité des entreprises canadiennes de concurrencer les Européens s'est affaiblie durant la dernière décennie.

1.2 Situation récente

La diminution de la compétitivité de l'industrie canadienne a contribué, dans une large mesure, aux initiatives récentes visant à promouvoir le développement d'une économie canadienne plus productive. Le Gouvernement du Canada estime que l'ALE, la réforme fiscale et de la taxe de vente, la Stratégie de développement du marché

du travail, la déréglementation et la privatisation devraient, au début des années 90, ajouter 0,75 % au taux annuel de croissance, du fait des accroissements de productivité du capital et de la main-d'oeuvre¹. La déréglementation de l'industrie de l'énergie au milieu des années 80, et plus récemment, de certains segments de l'industrie du transport et des services financiers, devrait renforcer ces secteurs. La restructuration du secteur minier, lors du déclin de 1982, a entraîné la rationalisation de l'industrie des métaux et minerais non métalliques.

L'ALE est particulièrement pertinent dans le contexte de l'intégration européenne. Comme c'est le cas pour l'Europe 1992, l'ALE devrait promouvoir un important mouvement de restructuration de l'industrie et entraîner une nette augmentation des investissements au début des années 90. En effet, les secteurs qui devraient réaliser des gains de productivité substantiels sont les mêmes au Canada qu'en Europe : la transformation des aliments, les meubles et accessoires, la fabrication et la transformation des métaux, et les produits électriques et chimiques². En résumé, les gains de productivité atteints dans la plupart des secteurs de l'industrie européenne, du fait de la libéralisation économique, devraient être plus ou moins comparables aux gains qui découleront, au Canada, de la libéralisation du commerce nord-américain. Il est clair que les entreprises implantées des deux côtés de l'Atlantique devront s'intéresser à la fois à l'ALE et à l'Europe 1992.